



PRÉFET DU TARN

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES  
ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Bureau de l'environnement et des affaires foncières

Réf. ICPE 9800120

ARRETE du **23 JUL. 2013**

Portant suspension d'activité d'urgence concernant le site de la société SOFUAL,  
située 1 rue du Sabot  
sur le territoire de la commune de SAINT-JUERY

La préfète du Tarn,

Chevalier de la Légion d'honneur,

Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Chevalier du Mérite agricole,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-8 et L. 512-20 ;

Vu le décret du Président de la République du 7 juin 2012 portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER, en qualité de préfète du Tarn ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 5 janvier 2010 et du 23 avril 2012, ainsi que les actes antérieurement délivrés, autorisant la société SOFUAL à exploiter une fonderie d'aluminium située 1 rue du Sabot sur le territoire de la commune de SAINT-JUERY ;

Vu l'incendie qui s'est déclaré le 12 juillet 2013 à 11h45 sur le site de la SARL SOFUAL, 1 rue du Sabot à Saint-Juéry ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 16 juillet 2013 ;

Considérant que la combustion du filtre à manches utilisé pour le traitement des rejets atmosphériques générés par le four de fusion à aluminium rend inopérant le traitement de ces rejets et peut menacer les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a donc lieu de prendre des mesures d'urgence, et notamment la suspension de l'activité de l'entreprise, pour que les conséquences de cette combustion n'aient pas d'incidence sur la sécurité et la santé publiques, ainsi que sur l'environnement ;

Considérant que cette urgence ne permet pas de recueillir préalablement l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, lequel sera informé de la situation au cours d'une prochaine réunion.

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Tarn,

ARRETE

**Article 1<sup>er</sup> :** Les activités de fusion d'aluminium par la SARL SOFUAL, implantée 1 rue du Sabot à Saint-Juéry au lieu-dit "Sabanel" sont suspendues à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2 :** La SARL SOFUAL doit prendre immédiatement toutes les dispositions nécessaires afin que les conséquences de l'incendie qui s'est déclaré le 12 juillet 2013 n'aient pas d'incidence sur la sécurité, la santé des personnes et l'environnement.

A cet effet, les mesures suivantes doivent être prises :

- maintien de l'installation sinistrée en sécurité permanente suivant une procédure que l'exploitant doit porter à la connaissance de l'inspection des installations classées ;
- évacuation de tous les déchets dans des installations classées autorisées à cet effet ;
- évacuation de l'ensemble des eaux polluées contenues dans la rétention du filtre vers une filière autorisée.

Conformément à l'article L. 171-9 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel, pendant toute la durée de la suspension, le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

**Article 3 :** La remise en service des installations est conditionnée à :

- la remise en état de fonctionnement du filtre à manches et du circuit de transfert des rejets atmosphériques ;
- la transmission d'un rapport de vérification des installations électriques liées au circuit de traitement des rejets atmosphériques entre la sortie du four et le rejet final, réalisé par un organisme agréé ;
- la réfection de l'étanchéité de la rétention du filtre à manches ;
- la transmission au préfet et à la DREAL, en application de l'article R 512-69 du code de l'environnement, d'un rapport précisant notamment les circonstances et les causes de l'incendie, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme ;
- la mise en place de procédures d'urgence et de mise en sécurité des installations ainsi que d'une procédure d'alerte avec les numéros de téléphone utiles. Ces procédures sont accessibles et consultables à proximité des installations concernées. *Le personnel sera entraîné à l'application de ces procédures dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.*
- la mise en place d'un processus de délivrance de "permis de feu" pour les travaux nécessitant la mise en œuvre de flammes ou d'appareils susceptibles de produire des étincelles dans les zones de risque incendie.

**Article 4 :** La remise en service de l'établissement ou de l'atelier ne peut être autorisée qu'après rapport et avis de l'inspection des installations classées au vu de l'étude mentionnée à l'article 3.

**Article 5 :** Les travaux et études nécessaires pour satisfaire aux dispositions ci-dessus sont à la charge de l'exploitant.

**Article 6 :** En cas d'arrêt définitif de l'activité, l'exploitant devra assurer la remise en état du site et procéder à l'élimination de tout produit susceptible de présenter des risques vis à vis de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article R 512-39-1 du Code de l'Environnement.

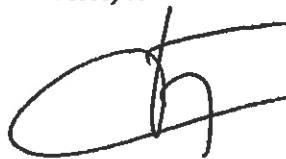
**Article 7 :** Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Juéry pour y être consultée par tout intéressé. Un extrait sera de plus, affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et le procès verbal de cette formalité, dressé par le maire, sera transmis à la préfecture.

Ce même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant et sera aussi publié sur le site Internet de la préfecture pour une durée d'un mois.

Un avis sera publié par les soins des services préfectoraux, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département ou tous les départements intéressés.

**Article 8 :** La secrétaire générale de la préfecture du Tarn, le maire de Saint-Juéry et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Albi, le **23 JUL. 2013**



JOSIANE CHEVALIER

**Délais et voies de recours :**

Conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse par la société SOFUAL dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour de sa notification.

Et par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

